

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2017)
Heft: 2

Buchbesprechung: Compte rendu

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

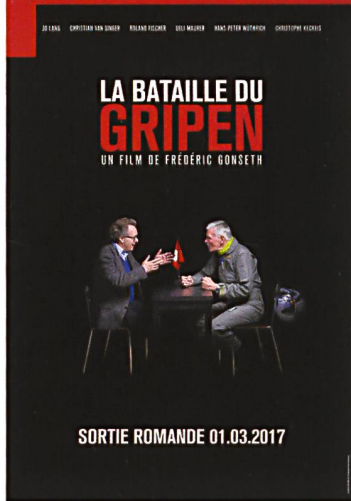
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



La bataille du Gripen, Frédéric Gonseth, 98 minutes, 2017. Actuellement en salles.

Compte rendu

Documentaire : La bataille du Gripen

Cap Grégoire Chambaz

Rédacteur adjoint RMS+

En 2014, en pleine campagne sur le *Gripen*, le réalisateur Frédéric Gonseth suit pendant neuf mois les partisans pour et contre le *Gripen*. A travers une narration tendant à l'équilibre, celui-ci dresse le récit près de trois ans plus tard d'une campagne pleine de rebondissements, débouchant sur le refus par le souverain de l'acquisition du *Gripen*. Pour le réalisateur, le documentaire cherche à montrer comment la démocratie suisse est « *un mécanisme de haute précision*. » En outre, le film illustre la problématique du référendum, notamment ses limites quand la technicité de la question dépasse l'expertise des citoyens.

Un film visant avant tout à raconter la campagne

Financé par la RTS, l'office fédéral de la culture, le canton de Vaud et la Loterie Romande, Frédéric Gonseth réalise un film Suisse à plus d'un égard : tourné autant au Tessin, en Suisse alémanique, qu'en Romandie, il fait participer divers personnages, qu'ils soient politiciens professionnels, activistes, ou citoyens ordinaires, tous rassemblés par la question : « *doit-on ou ne doit-on pas acheter le Gripen ?* »

Mis à part l'illustration des principes de la démocratie directe suisse, le réalisateur montre comment le débat autour du *Gripen* a évolué. Passant de la question de la police aérienne, celui-ci migre à celui de la souveraineté aérienne, en prenant un détour sur des questions techniques, sur fond de cristallisation du débat autour de la personnalité d'Ueli Maurer, fin tacticien mais mauvais stratège politique.

On peut regretter que le réalisateur s'arrête à la narration des événements sans essayer d'établir quels étaient les besoins en termes de politique de sécurité. De même que la pertinence du *Gripen* comme compromis, ainsi qu'une histoire comparative des commandes avions de combat par le passé basées sur des versions encore inexistantes, à l'instar de ce qui se serait produit sur le *Gripen* et qui a constitué un des arguments des opposants.

Les raisons de l'échec du Gripen

Si le GSsA (Groupe pour une Suisse sans Armée) lance la récolte de signatures pour le référendum, ses alliés de gauche et de droite parviennent très tôt à un compromis avec le groupe pacifiste : celui-ci restera en retrait dans la gestion de médiaticité de la campagne, tout en participant activement aux actions militantes. Cette alliance va permettre de sortir la campagne d'une perspective « contre l'armée, » qui aurait pu fortement nuire au camp du non, après l'écrasante victoire de la votation en faveur de l'obligation de servir huit mois auparavant.

Le chef de département, Ueli Maurer, effectue une série de performances politiques qui tournent généralement en sa défaveur. Cherchant ses appuis avant tout chez son parti plus qu'au sein du gouvernement, ses tactiques antagonisent une partie de la population, en particulier les femmes. De plus, la décision du département de la défense d'interdire aux pilotes de s'exprimer, par crainte de dissidence, vient assombrir le tableau par la censure.

Ensuite, « la semaine noire » vient polariser la votation de manière irréversible, ne permettant pas aux partisans du oui de renverser la balance. IL y a tout d'abord la votation du 9 février, qui antagonise tant les votants que ceux-ci vont voter non au *Gripen* (d'après Christophe Keckeis, ancien chef de l'armée). Puis, le 11 février, la révélation de l'implication des suédois dans la campagne, qui provoque un outrage national. Et enfin, le détournement d'un avion sur l'aéroport de Genève le 17 février va clouer au sol l'argument de la police aérienne, désormais raillée d'aviation à « heures de bureau. »

Enfin, pour le brigadier Denis Froidevaux, alors président de la Société suisse des officiers, la défaite est d'abord le résultat des mauvaises performances du camp du oui, avant la victoire du camp adverse. Pour lui, le camp du oui fait face à un manque de sens, avec « *trop peu d'arguments trop peu trop tard*. » Enfin, la question du sens renvoie à l'incapacité du gouvernement à définir une politique de sécurité complète pour la Suisse.

G. C.



UN MILITARY EXPERT ON MISSION

STANS-OBERDORF / ÉTRANGER



Promouvoir la paix – notre mission

Le Centre de compétences SWISSINT recrute en permanence des officiers pour des engagements d'observateurs militaires de l'ONU pour des missions en République Démocratique du Congo, au Soudan du Sud, au Mali, au Sahara-Occidental, au Proche-Orient et dans la région du Cachemire. Chaque officier, femme ou homme, intéressé par un engagement à l'étranger avec l'Armée suisse est invité à contacter le Centre de compétences SWISSINT.

Vos tâches

- Surveiller et appliquer les résolutions élaborées par le Conseil de sécurité de l'ONU
- Observer et rapporter les violations des résolutions de l'ONU
- Effectuer des patrouilles et mener des entretiens avec la population locale et les autorités
- Dans le cadre du mandat, contrôler, au sein d'une équipe internationale, les limites imposées aux troupes ainsi que les armes et les munitions
- Au moyen de négociations et d'entretiens, poser le cadre nécessaire pour protéger la population civile et le personnel de l'ONU.

Vos compétences

- Apprentissage professionnel accompli ou études terminées, sens pratique et réputation irréprochable.
- Âge entre 25 et 50 ans.
- Grade militaire de premier-lieutenant, capitaine, major ou lieutenant-colonel.
- Très bonnes connaissances de l'anglais.
- Résistance sur les plans psychique et physique.
- Disposition à effectuer un engagement d'une année.
- Disposition à faire passer les intérêts personnels au second plan et enthousiasme à représenter l'ONU en tant qu'observateur militaire impartial dans le cadre d'une mission internationale.

Le Centre de compétences SWISSINT est le commandement chargé de la conduite des engagements de l'armée liés à la promotion militaire de la paix. Il est l'organe de commandement national supérieur responsable de la planification, de la mise à disposition et de la conduite de tous les contingents et personnels suisses participant à un engagement de promotion de la paix à l'étranger.

L'administration fédérale répond à un haut niveau d'exigences dans le cadre de son processus de recrutement du personnel et s'efforce d'éviter les discriminations.

Candidatures en ligne sous www.armee.ch/peace-support-jobs.

Veuillez vous adresser au Centre de compétences SWISSINT pour de plus amples informations : tél. 058 467 58 58.